

Petia KOLEVA, Nathalie RODET-KROICHVILI, Julien VERCUEIL (sous la direction de), *Nouvelles Europes : trajectoires et enjeux économiques*, Université de Technologie de Belfort-Montbéliard, collection « Sciences Humaines et Technologie », 2006, 321 pages.

Publié tout juste dix ans après le premier livre collectif en langue française ayant replacé la dynamique institutionnelle au cœur de l'analyse de la transformation postsocialiste¹, le présent ouvrage mérite d'être salué pour au moins six raisons :

Premièrement, il est le fruit d'un effort de coordination remarquable puisque pas moins de onze chercheurs de quatre nationalités différentes y ont contribué. Il en ressort une mise en relief de la différence de « vue entre plusieurs individus aux intérêts à la fois convergents et distincts » (p. 14).

Deuxièmement, l'ouvrage est l'aboutissement d'un travail de longue haleine, sa conception remontant au colloque « Institutionnalismes et évolutionnismes » organisé en 2002 à l'Université Lumière-Lyon 2 par le Centre Walras.

Troisièmement, et comme le souligne à juste titre B. Chavance dans la préface, l'« ouvrage montre l'intérêt soutenu de l'*approche évolutionnaire des institutions* alors que se profile le 20^e anniversaire de 1989 » (p. 10). Or ce qui frappe ici est que ladite approche est affermie, structurée et fondée sur des bases théoriques et une méthode clarifiées. C'est précisément l'objet du point suivant.

Quatrièmement, l'ouvrage fait progresser l'approche évolutionnaire tant sur le plan théorique que sur celui de la méthode. « Les auteurs (...) se sont donné beaucoup de peine pour résumer et classer des idées touchant au rôle et à l'évolution des institutions provenant de théories diverses » souligne M. Lissowska dans la postface (p. 312). Certes, cet effort est perceptible et mérite en soi d'être salué mais les auteurs sont allés au-delà : ils sont parvenus à un résultat compréhensible et crédible, ouvrant la voie à une analyse autre que l'approche standard de la transition.

Cinquièmement, l'ouvrage est d'une remarquable ambition : construire « un cadre théorique commun – ou, à tout le moins, cohérent – sur les transformations en Europe centrale et orientale » (p. 13). « Tâche *a priori* ardue » (p. 14) tant les approches ayant pensé le changement systémique sont nombreuses. Les coordinateurs précisent d'ailleurs qu'il ne s'agit pas de réduire cette diversité « irréductible à toute *théorie générale* unifiante » (p. 14). Au contraire, ce livre est un effort de mise en cohérence de théories à partir de « propositions essentielles concernant les institutions, leur interaction avec les phénomènes économiques et les modalités de leur évolution » (p. 14).

1. Robert DELORME, éd., *À l'Est du nouveau : changement institutionnel et transformations économiques*, Paris, L'Harmattan, 1996.

Sixièmement, l'originalité du plan retenu mérite d'être soulignée. Un premier chapitre, consacré aux bases de l'Analyse économique évolutionnaire des institutions (AEEI), ouvre la voie à sept tentatives d'application de ce cadre analytique à des aspects précis du changement postsocialiste. Il s'en dégage non seulement une très forte cohérence d'ensemble mais également une « fraîcheur » tant le regard porté sur des thèmes « classiques » de la transition paraît neuf.

Les privatisations en Hongrie, Pologne et République tchèque sont étudiées par C. Vincensini à l'aune de l'héritage socialiste, des configurations nationales du pouvoir en place, de l'adhésion à l'Union européenne et des réactions individuelles et collectives (chapitre 2). Le *currency board* appliqué en Bulgarie, Estonie et Lituanie est analysé par N. Nenovsky et D. Koleva, ces derniers montrant que le contexte national influe considérablement sur la mise en œuvre du dispositif (chapitre 3). Les secteurs de la distribution alimentaire en Pologne et en Bulgarie, abordés par G. Fassio et P. Koleva, s'avèrent fortement dépendants du passé socialiste mais également de l'évolution des contextes économiques et institutionnels locaux (chapitre 4). L'évolution du marché du travail dans les PECO, dont traitent C. Matos et N. Rodet-Kroichvili, découle principalement de l'interaction des salariés, des firmes et de l'État, ce qui explique pourquoi la réforme des régimes de retraite n'a que peu d'incidence sur l'emploi (chapitre 5). P. Koleva, N. Rodet-Kroichvili, P. David et J. Marasova identifient trois formes de responsabilité sociale des entreprises : héritée, allogène et hybride (chapitre 6). J. Vercueil explique la différenciation des évolutions nationales en matière d'IDE par les configurations particulières qui se dessinent entre les règles institutionnelles, les politiques nationales et la stratégie des firmes dans chaque pays. L'auteur propose alors une typologie tridimensionnelle (IDE keynésien, schumpéterien, ricardien) des stratégies possibles d'IDE (chapitre 7). L'ouvrage s'achève logiquement par un chapitre portant sur la « diversité des capitalismes » dans lequel E. Magnin rappelle les erreurs de l'approche standard de la transition et s'interroge sur les alternatives institutionnelles au modèle anglo-saxon (chapitre 8).

C'est dans le premier chapitre que se trouvent toutes les clés éclairant l'ensemble de l'ouvrage. Rédigé par P. Koleva, N. Rodet-Kroichvili et J. Vercueil, il est de loin le plus imposant et le plus ambitieux. « C'est une réflexion sur la nature même de ce que l'on a appelé transition qui est ici proposée » (p. 21). La transition est perçue comme « un événement multidimensionnel et temporellement situé » (p. 21) ou encore comme « un phénomène historique d'évolution systémique » apparaissant « comme l'archétype du changement institutionnel » (p. 21). C'est donc naturellement que les auteurs ont cherché à se doter d'une définition opérationnelle des institutions et d'un cadre théorique permettant d'analyser la dynamique institutionnelle.

Les institutions, entendues dans leur sens le plus large (en tant que « construction collective capable d'influencer de manière durable le comportement individuel », p. 24), sont regroupées en deux catégories : les « institutions-acteurs » (organisations officielles, groupes informels stabilisés) et les « institutions-règles » (cadre réglementaire, coutumes, conventions). Les combinaisons possibles entre ces institutions forment des systèmes qui sont amenés à évoluer. Saisir cette évolution implique de mobiliser les théories nombreuses (et souvent contradictoires) contribuant à l'analyse de la dynamique institutionnelle. Les auteurs examinent alors des approches aussi différentes que l'institutionnalisme américain (T. Veblen, J. R. Commons), la Nouvelle économie institutionnelle (D. C. North), l'école autrichienne (C. Menger, F. A. Hayek), l'école évolutionniste (J. A. Schumpeter, R. Nelson & S. Winter), la théorie des jeux évolutionnistes (A. Schotter, M. G. Villena & M. J. Villena, M. Aoki), la théorie des conventions (A. Orléan, O. Favereau) et la théorie de la régulation (R. Boyer & Y. Saillard). Des points de convergence ressortent de cette diversité : le changement institutionnel se définit plutôt comme un processus auto-entretenu (dépendance du sentier), irréversible, génétique (terme non connu à l'avance), à la fois spontané et artificiel et surtout conflictuel. Ce dernier trait est central dans l'AEEI. La dynamique institutionnelle, malgré sa complexité, « peut plus généralement être considérée comme le résultat de la remise en question d'un compromis antérieur entre intérêts divergents » (p. 66). Et, puisque les conflits sont permanents et d'origines diverses (technologiques, organisationnelles, sociales, éthiques, etc.), « l'évolution institutionnelle est perpétuelle » (p. 66), agissant tout à la fois comme « cause et effet » du changement.

Les fondements de l'AEEI posés dans cet ouvrage appellent cependant plusieurs remarques dont certaines ont été formulées, puis abondamment discutées, lors de la présentation du livre au séminaire conjoint du CEMI et du GERME qui s'est tenu le 15 février 2007 à l'Université de Paris 7. La première remarque a trait à l'apparent « éclectisme flottant » (selon l'expression de R. Delorme) de l'AEEI. Alors que l'approche standard, certes simplificatrice, s'appuie sur une théorie, une épistémologie et un système de pensée cohérents et bien définis, l'AEEI ressemble davantage à une réunion de matériaux hétérogènes. Les antagonismes relevés entre les théories institutionnalistes utilisées ici s'expliquent partiellement par le fait que les objets d'étude sont très différents d'une théorie à l'autre. En conséquence, même si cette première étape d'assemblage de matériaux s'impose pour mettre au jour les relations multicausales et la complexité profonde des constructions institutionnelles, elle n'est pas suffisante en soi pour provoquer le basculement vers un nouveau paradigme. En somme, le problème majeur de l'AEEI est aujourd'hui de démêler les approches institutionnelles en fonction de leurs objets d'étude (demande, offre, concur-



rence, etc.). Parmi les autres commentaires – dont certains nous paraissent justifiés – qu’a suscités cet ensemble de textes, citons le caractère non exhaustif de la grille d’analyse comparative obtenue (p. 35), le choix parfois arbitraire des sujets développés et l’absence d’aspects fondamentaux de la transition (mafia, économie informelle, commerce extérieur, système bancaire). Pourquoi ne pas consacrer un second livre aux thématiques omises et élargir ainsi le champ d’application de l’AEEI ? C’est en tout cas ce que nous souhaiterions.

Quoi qu’il en soit, il est indéniable que l’ouvrage dont traite cette recension renouvelle l’analyse de la transition. Il est bien structuré, clair, original et, encore mieux, opérationnel. Tel était précisément le but de ses auteurs puisqu’ils invitent les lecteurs « à étendre l’analyse des *Nouvelles Europes* à d’autres problématiques » (p. 67).

Assen SLIM
Inalco, Essca

